



## DISPARITION DU PRÉSIDENT IDRISSE DÉBY ITNO

# Denis Sassou N'Guesso sous le choc

Bien qu'il n'ait pas effectué le déplacement de N'Djamena pour prendre part aux obsèques du président tchadien, Idriss Déby Itno, le chef de l'Etat congolais Denis Sassou N'Guesso a signé le 23 avril, au siège de l'ambassade du Tchad à Brazzaville, le livre de condoléances. Il écrit : « *Douloureuse est cette épreuve, et vive est mon émotion. Je gémiss tout en espérant, pour la République du Tchad, la paix. Si les paroles les plus belles sont les voix même du silence, en cette pénible circonstance, le silence est la voix de mon cœur meurtri. Que le peuple tchadien frère et la famille endeuillée trouvent ici l'expression de ma profonde compassion et l'assurance de toute ma solidarité* ». **Page 16**



Le président Denis Sassou N'Guesso signant le livre de condoléances

## ACTION HUMANITAIRE

# 197 millions FCFA au profit des populations victimes des inondations



En vue de soulager les populations victimes des inondations dans certains départements du nord Congo, la France vient d'apporter, par le biais du Programme alimentaire mondial (PAM), un appui financier de 197 millions de FCFA à la République du Congo. « *Cette contribution allouée par la France donne un espoir à la population durement affectée par les inondations de ces dernières années* », a déclaré Ali Ouattara, représentant adjoint du PAM au Congo. **Page 5**

## CONSOMMATION

# Les acteurs de la société civile initiés à l'enquête par sondage

Les membres du Réseau des associations des consommateurs ont renforcé leurs capacités sur les outils et méthodes d'enquête par sondage, grâce à un programme financé par le Comité français pour la solidarité internationale et l'Agence française de développement. L'atelier de formation qui s'est tenu du 23 au 24 avril à Brazzaville a permis aux participants d'échanger sur la technique d'enquête par sondage qui consiste à collecter des données auprès des populations cibles. « *L'enquête par sondage est une opération statistique qui cible un échantillon au lieu de se préoccuper à interroger une population de référence un peu plus large. Ces associations des consommateurs ont besoin de ces outils pour mener leurs activités liées à la consommation* », a expliqué Marcel Mbaloula l'un des formateurs. **Page 3**

lieu de se préoccuper à interroger une population de référence un peu plus large. Ces associations des consommateurs ont besoin de ces outils pour mener leurs activités liées à la consommation », a expliqué Marcel Mbaloula l'un des formateurs. **Page 3**

## DROITS DES ENFANTS

# « Les Amis des enfants » préoccupés par les arrestations des mineurs



Les membres de l'AAE posant avec les participants Adiac

Au cours des échanges organisés le 24 avril à Brazzaville, l'Association « les Amis des enfants », se dit préoccupée par les arrestations « illégales » des mineurs. Ces retrouvailles qui ont regroupé les chefs de quartiers et les parents avaient pour objectif de vulgariser les textes portant protection des droits de l'enfant. Pour les organisateurs, il s'agit

d'étudier les possibilités d'installer des organes permanents d'informations et de sensibilisation de la population dans le but ultime de trouver des moyens de réduire ce phénomène. **Page 5**

**Éditorial**  
**Climat**

Page 2

## ÉDITORIAL

## Climat

La bataille collective qui engage les nations du monde pour la préservation de l'environnement reprend les couleurs avec le retour sur scène des Etats-Unis d'Amérique. Classée deuxième au rang des « grands pollueurs », derrière la Chine, la première puissance mondiale avait créé l'émoi sous l'administration de l'ex-président Donald Trump en se retirant avec fracas de l'Accord de Paris sur le climat, signé en 2015, par la communauté internationale.

Ce n'est désormais qu'un vieux souvenir car le successeur de Donald Trump, le président Joe Biden vient de concrétiser l'une de ses promesses de campagne par un geste fort. Jeudi et vendredi derniers, pour marquer le grand comeback de son pays dans ce que l'on pourrait appeler l'arène climatique dédiée à la survie de l'humanité, il a réuni un sommet virtuel avec une quarantaine de ses homologues. Rendez-vous est ainsi pris pour décourager les adeptes du discours climato-sceptique qui a prévalu dans un passé récent.

En raison des tensions persistantes entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie, la participation à cette réunion des présidents Joe Biden, Xi Jinping et Vladimir Poutine pour le compte de leurs pays respectifs est la preuve qu'autour du climat, un consensus peut se former à l'échelle de la planète Terre et en garantir un développement harmonieux. Il reste donc que les grandes puissances dont la responsabilité dans le dérèglement climatique est indéniable et d'autres pays qui en subissent les effets néfastes érigent la coopération en la matière au rang des priorités du siècle présent.

Dans cette participation de tous à l'amélioration de la qualité de l'air que nous respirons sur les cinq continents, l'effort de chacun doit être pris en compte. Particulièrement exposée aux effets du changement climatique, l'Afrique ne peut se dérober à ses responsabilités aux côtés des autres continents. A ce titre, l'immense richesse naturelle que représente la région du Bassin du Congo, deuxième poumon écologique du monde après l'Amazonie, mérite une sollicitude des partenaires extérieurs pour le bien de l'humanité.

Attachée à cette noble cause, la République du Congo qui a toujours été à l'avant-garde de la préservation de l'environnement, à travers des politiques intérieures audacieuses dont, entre autres, l'institutionnalisation d'une journée nationale de l'arbre, mérite sa place dans le concert des nations.

Les Dépêches de Brazzaville

## BASSIN DU CONGO

## Deux millions d'euros au profit du transport fluvial

La secrétaire générale de la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos), Enaw née Judith Efundem Agbor et l'ordonnateur national délégué du Fonds européen de développement (FED) en République démocratique du Congo (RDC), Alexis Thambwe Mwamba, ont signé le 19 avril à Kinshasa un contrat relatif au financement du Projet d'appui à la réglementation, la facilitation, la sécurisation et la durabilité du transport fluvial en Afrique centrale.

Le projet qui s'inscrit dans le cadre du onzième FED intègre le Programme d'appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (Pagirn) dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des infrastructures de transport fluvial de l'espace de la Cicos pour en faire un corridor de désenclavement et d'intégration de la sous-région.

Il s'agit pour la Cicos d'appuyer ses Etats membres à travers des projets, pour qu'ils puissent faire face aux entraves à la navigation ainsi qu'à la pollution actuelle des voies d'eau dans les bassins du Congo et de l'Ogooué. La Cicos entend ainsi apporter, de concert avec les Etats

membres, une réponse idoine aux problèmes de réglementation et de barrières non physiques. Ce projet permettra également d'adresser les questions de pollution et de renouvellement de la flotte, et de mettre en place des instruments réglementaires y afférents, en complément de ceux développés avec d'autres partenaires.

A noter que les résultats attendus du projet sont la mise en place des guichets uniques pilotes au niveau de trois ports en (RDC, République centrafricaine et République d'Angola) ; la construction des unités fluviales pilotes en bois (baleinières) selon les normes de sécurité ; l'opérationnalisation de l'Observatoire des

barrières non physiques et du système commun de radiocommunication sur les voies d'eau intérieures des pays membres ; l'amélioration de la sécurité de la navigation dans les bassins du Congo et de l'Ogooué ; la mise en application des règlements communs de la Cicos en matière de transport par voies d'eau intérieures dans les Etats membres ; et enfin, l'élaboration et la mise en application des règlements communs relatifs à la gestion des déchets issus des unités fluviales et des plateformes portuaires dans les Etats membres de la Cicos. Signalons que le coût du projet s'élève à deux millions (2.000.000) d'euros pour une période d'exécution de trois ans.

Guillaume Ondze

## VIE DES ORGANISATIONS

## L'OFC appelée à poursuivre la mobilisation des femmes

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a annoncé le 22 avril à Brazzaville, lors de la mise en service du nouveau siège social de l'Organisation des femmes du Congo (OFC), que l'union catégorielle de son parti devrait poursuivre la mobilisation des femmes.

Le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, n'a pas donné la date précise du début de cette campagne de mobilisation des femmes. Elle fait suite à la première campagne d'adhésion lancée l'année dernière, dans le cadre de l'application des résolutions du 6e congrès ordinaire. La mobilisation annoncée a pour but de renforcer la présence féminine au sein du PCT, en vue de donner à son union catégorielle plus de dynamisme et de vivacité.

« Au nom du président du

comité central, je me réjouis de ce que l'OFC, notre grande organisation catégorielle a désormais un siège digne qui lui permettra de bien jouer son rôle de mobilisation et de conscientisation des femmes », a indiqué Pierre Moussa.

Pour sa part, la secrétaire nationale exécutive de l'OFC, Inès Bertille Néfer Ingani, a fait savoir qu'ayant acquis un cadre de travail idéal, l'organisation féminine du PCT devrait travailler au mieux pour contribuer à

l'épanouissement du parti.

« Nous sommes émus d'avoir acquis un cadre de travail idéal pour remplir loyalement notre mission de mobilisation des femmes. Lorsqu'on a un cadre de travail adéquat, il y a plus de résultat. Ici au siège de l'OFC, désormais les femmes viendront remplir leurs fiches d'adhésion afin d'améliorer la condition de la femme », a souligné la secrétaire exécutive nationale de l'OFC.

Firmin Oyé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondze, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PROTECTION DU CONSOMMATEUR

# Des leaders de la société civile s'imprègnent des outils de l'enquête par sondage

Les membres du Réseau des associations des consommateurs (RAC) ont renforcé leurs capacités sur les outils et méthodes d'enquête par sondage, grâce à un programme financé par le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) et l'Agence française de développement.

L'atelier de formation des responsables des associations des consommateurs, qui s'est tenu du 23 au 24 avril à Brazzaville, a regroupé une vingtaine de participants venus de Pointe-Noire, d'Owando, département de la Cuvette, de Ouesso, département de la Sangha, et ceux de la capitale.

Les participants ont échangé principalement sur la technique d'enquête par sondage, un procédé jugé efficace en matière de collecte de données auprès des populations cibles. À défaut d'un recensement général, l'enquête par sondage permet d'accéder à des informations fiables, d'après l'un des formateurs, Marcel Mbaloula consultant en statistique.

« C'est une opération statistique qui cible un échantillon au lieu de se préoccuper à interroger une population de référence un peu plus large. Ces associations des consommateurs ont besoin de ces outils pour mener leurs activités liées à la consommation », a-t-il insisté.

La rencontre des défenseurs des droits des consommateurs marque, en effet, le lancement du «Projet de renforcement de la structuration du réseau en vue de la protection des droits des consommateurs en Répu-



Les participants à la rencontre Adiac

blique du Congo» pendant une durée de quatorze mois. Le projet est entièrement financé par le Programme concerté pluri-acteurs (PCPA-Congo), à hauteur de dix millions de francs CFA.

Il vise à renforcer les capacités des membres du RAC à la méthodologie de détermination d'un échantillon représentatif d'une enquête ; à les doter des capacités en matière de conception et d'administration des outils d'enquête ; à sensibiliser les

membres du réseau à l'analyse des données et la publication des rapports ; à informer les participants au maniement des appareils de mesure Ph mètre et balance de précision, afin de leur permettre d'initier des enquêtes thématiques puis de mieux documenter leurs plaintes.

Outre le renforcement des capacités opérationnelles et techniques des membres du réseau sur la gestion d'une plateforme et la construction d'une voix

collective, ledit projet prévoit d'équiper les bénéficiaires en appareils d'enquête et de les aider dans le plaidoyer qu'ils vont mener auprès du ministère du Commerce en vue de l'adoption des projets de loi sur la protection du consommateur et la régulation de la concurrence.

Pour le secrétaire exécutif du RAC, Mermans Babounga, une étape majeure vient d'être franchie avec le lancement des activités du projet. « La mise en œuvre du projet, en vi-

gueur depuis septembre 2020, a connu un retard imputable à l'agenda politique du pays (...) Cette rencontre nous offre une opportunité de remonter méthodiquement les plaintes des consommateurs émanant des abus et du non-respect des droits du consommateur par les professionnels publics ou privés producteurs des biens et services », a-t-il assuré.

Le réseau des associations des consommateurs peut, pour cela, compter sur le soutien permanent du PCPA-Congo, réitéré par sa coordinatrice Olga Kabanabandza. « Le réseau fait partie des quinze associations bénéficiaires du programme qui est entré dans sa dernière phase, dite d'envol. Le but est de permettre à chaque acteur de s'autonomiser, de se professionnaliser, de tirer profit des acquis du programme, de vivre des valeurs qu'il a développées et de contribuer au quotidien au dialogue avec les pouvoirs publics », a laissé entendre la coordinatrice.

En dehors de Brazzaville et Pointe-Noire, le programme financé par le CFSI et l'Agence française de développement est présent dans les départements de la Bouenza, de la Cuvette, du Niari, des Plateaux et de la Sangha.

**Fiacre Kombo**

## LE FAIT DU JOUR

## Transition

Dix-huit mois ? Voilà une échéance politique qui fait des émules. Après la disparition tragique du maréchal du Tchad, le président Idriss Déby Itno, le 20 avril, les militaires qui ont pris sa succession, avec à leur tête le général de corps d'armée, Mahamat Idriss Déby, son fils, ont promis à leurs compatriotes de rendre le pouvoir aux civils au bout d'une année et six mois.

On se souvient qu'au Mali, au lendemain de l'éviction du président Ibrahim Bou-bacar Keita, le 18 août 2020, un conseil militaire mis en place pour la circonstance avait donné rendez-vous aux Maliens pour revenir à l'ordre constitutionnel après une transition de dix-huit mois. Dans le premier, comme dans le second cas, ce qui compte est bien de rassurer les uns et les autres, en particulier les forces politiques intérieures et les partenaires extérieurs.

Pour ce qui est du Mali, la mise en place des instances de la transition, dont un gouvernement, n'avait pas été aisée. De nombreuses voix venant de la société civile n'avaient cessé de dénoncer la mainmise des militaires sur l'entièreté du processus. On peut comprendre

que sommés de regagner les casernes à la fin de la transition, les hommes en uniformes se soient donné l'occasion de mieux préparer ce retour vers leurs lieux de provenance.

Au Tchad, la succession du président Idriss Déby Itno s'est faite assez rapidement. Peut-être parce qu'il n'a pas été déposé « pacifiquement » comme cela a été le cas de son homologue malien. Les circonstances d'une mort aussi tragique, dans un pays affecté par les rebellions, ont certainement plaidé pour ce format devant lequel malgré tout, les langues se délient pour rejeter variablement « un coup d'Etat », ou encore une volonté des militaires de « conserver indéfiniment le pouvoir ».

Sauf à redouter une autre situation inattendue, les discours entendus le jour des obsèques du maréchal, le 23 avril, à N'Djamena, renseignent à peu près sur la conduite dictée par les événements. La France, partenaire traditionnel du Tchad, qui dispose sur place d'une importante base militaire, représentée aux obsèques au plus haut niveau par le chef de l'Etat, a pris sur elle, on pense, d'aider les autorités de la transition à

mieux s'organiser politiquement et militairement.

En déclarant en effet que la France « ne permettra ni aujourd'hui, ni demain la déstabilisation du Tchad », le président Emmanuel Macron a sans doute voulu envoyer un message suffisamment clair à ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur nourriraient des ambitions autres que celles de préserver la quiétude dans ce pays. Aux oppositions armées, comme à l'opposition politique civile, Paris souhaite une mise en route tranquille de la transition.

À d'autres puissances extérieures impliquées de quelque manière que ce soit dans la cour de ce que la vieille diplomatie toujours en vigueur nomme « le pré-carré français » (allusion aux pays naguère colonisés par la France et à l'intérieur desquels l'influence de l'ancienne puissance coloniale est toujours en place), ce message des autorités françaises ne leur est adressé que doctement. Bien sûr, en fonction des intérêts de chacun des acteurs concernés, les énonciations de ce type doivent aussi être des signaux pour bâtir le dialogue. Dans le cas contraire, les erreurs

du passé, qu'il ne sert à rien de rappeler ici, ne serviront jamais la cause commune.

Le dialogue, c'est bien ce dont ont besoin tous les Tchadiens dans la période cruciale actuelle où leur pays a vacillé mais ne s'est pas écroulé. « Oui à la paix ! » scandaient en chœur les femmes du Tchad rassemblées à N'Djamena en hommage au président Deby. Cette paix peut commencer dès maintenant avec l'installation des autres institutions de la transition qui s'instaure.

Le gouvernement faisant partie de ces institutions attendues, la mission qui lui sera confiée ainsi que la qualité de ses animateurs seront les attributs de la quiétude espérée. Les généraux du Conseil militaire de transition feraient mieux d'y songer fortement. Ce serait l'hommage le plus mérité qu'ils auraient rendu à leur chef suprême et compagnon d'armes, feu le maréchal du Tchad, Idriss Déby Itno ; certainement aussi la concession majeure qui pourrait leur permettre d'avoir un peu sommeil par ces heures évidemment graves pour leur pays.

**Gankama N'Siah**

# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

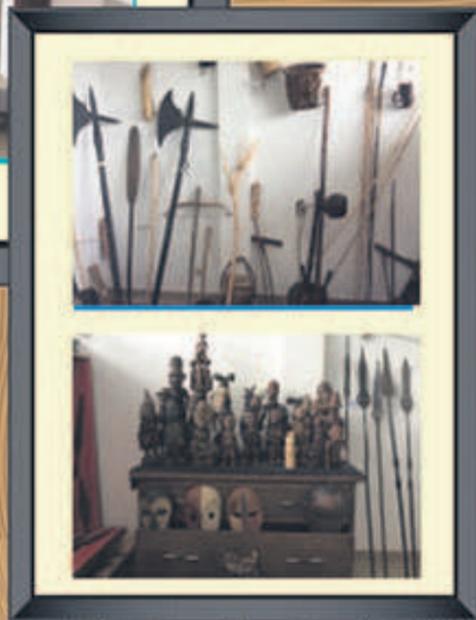
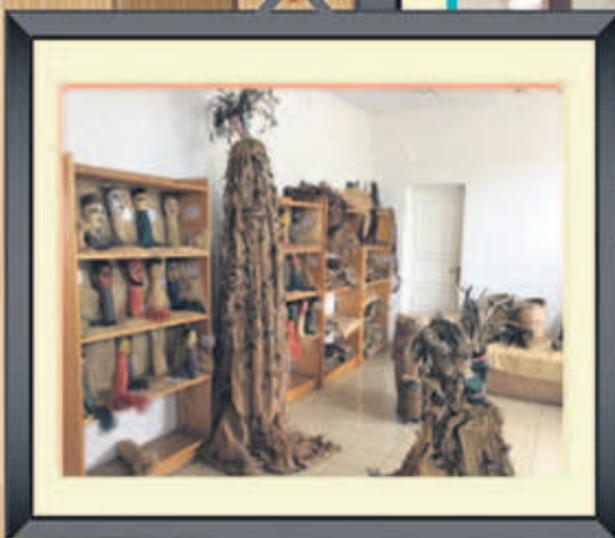
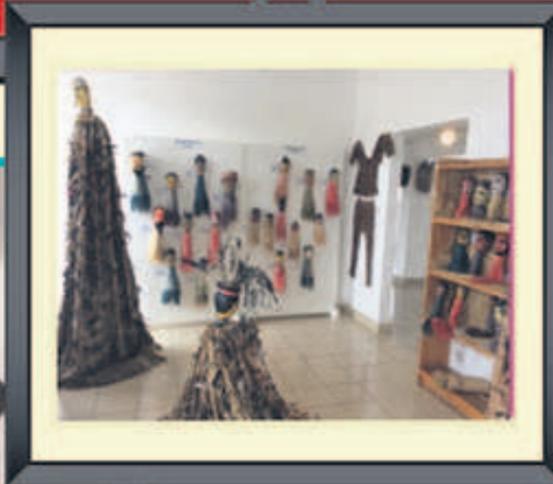
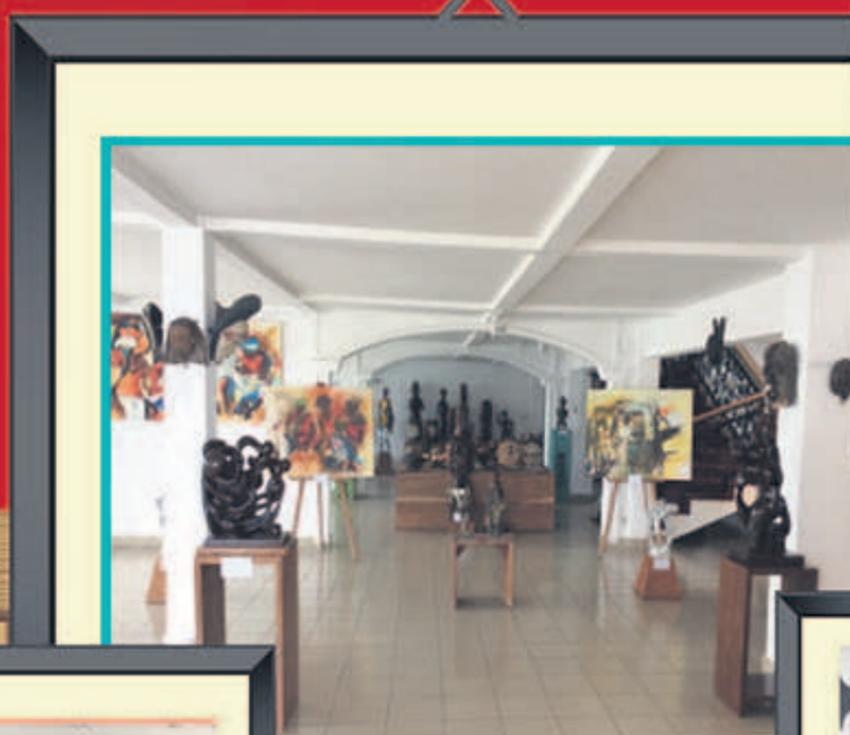
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

## Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

## DROITS DES ENFANTS

## Une ONG préoccupée par les arrestations des mineurs

L'Association « les amis des enfants » (AAE) a organisé le 24 avril à Brazzaville une séance de sensibilisation à la problématique des arrestations illégales des mineurs à Mougali, 4<sup>e</sup> arrondissement.

Financées par l'Union européenne via les ONG Agir ensemble pour les droits humains et l'Observatoire congolais des droits de l'homme, ces séances de sensibilisation vont se poursuivre à Ouenzé et à Talangai. Le but étant de renforcer les capacités des chefs de quartiers et des parents sur les textes portant protection des droits de l'enfant.

« Aujourd'hui, nous sommes sur les arrestations illégales des enfants. En effet, malgré l'existence du phénomène Bébé noir ou Kuluma, nous constatons que certains agents véreux profitent de cette situation pour empocher de l'argent. C'est pourquoi, nous nous insurgons contre cette pratique », a indiqué le président de l'AAE, Ciani Quevai Yoka.

Les neuf chefs de quartiers et les parents des enfants de Mougali ont suivi



Les membres de l'AAE posant avec les participants Adiac

des communications développées par les membres de l'AAE. Il s'agit de « L'analyse de la situation et des causes d'arrestations et de détentions illégales des mineurs » par le chargé des projets et programmes de l'AAE, Carel Tsendou ; « La narration des faits d'arrestations et de détentions illégales par des anciennes victimes ou leurs proches » par le chargé de

la communication, Josias Louhouma.

Exposant sur la situation et les causes d'arrestations et de détentions illégales des mineurs, le secrétaire chargé aux projets et programmes de l'AAE s'est appesanti sur quelques articles de la loi n°4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo. Cette loi vise à assurer à l'enfant qui inséré dans son milieu de

vie, une protection prenant en compte sa vulnérabilité physique et psychologique ; mettre sur pied un mécanisme de protection garantissant à l'enfant une meilleure connaissance et un meilleur respect des droits. Il s'agit aussi d'élever l'enfant dans le sens de l'identité nationale et de la citoyenneté, de la fidélité et de la loyauté au Congo. Carel Tsendou a évoqué les articles 35, 39, 41, 42, 73 et

74 de la loi Potignon : « L'enfant de moins de treize ans est présumé n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale. Il ne peut faire l'objet que de mesures de protection, d'assistance, de surveillance dans les conditions fixées par la présente loi... ».

Sur le terrain, la réalité est tout autre. Car les mineurs se livrent au quotidien à des actes criminels dans les grandes villes du pays. « A treize ans, ils coupent les gens, à 25 ans ils feront des coups d'Etat », a ironisé un chef de quartier de Mougali. Créée le 25 juillet 2008, l'AAE a décelé, au fil du temps, d'autres maux qui minent les plus jeunes à l'instar du VIH-Sida et des mauvaises conditions d'apprentissage dans les écoles. D'où la réalisation en 2009 d'une vaste campagne d'assainissement dans les établissements scolaires.

Parfait Wilfried Douniama

## COMMUNIQUE DE PRESSE

## La France apporte un appui financier de 197 millions de FCFA aux populations congolaises sinistrées par les inondations, à travers le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).

Brazzaville, le 22 avril 2021, les inondations survenues, fin 2020, dans les départements du Nord de la République du Congo, ont provoqué une crise humanitaire et alimentaire qui, aujourd'hui encore, impacte près de 80.000 personnes établies le long du fleuve Oubangui. Face à cette urgence et afin d'apporter, en coordination avec les Nations unies et la communauté internationale, toute l'aide nécessaire, notamment alimentaire, aux populations sinistrées, les autorités congolaises ont décrété l'état d'urgence humanitaire le 2 novembre 2020.

Chaque année, le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) contribue très largement à réduire l'insécurité alimentaire. Toutefois, force est de constater que la faim progresse pour de multiples raisons : multiplication des catastrophes naturelles liées au dérèglement climatique, accroissement des inégalités ou encore augmentation du prix des denrées alimentaires. Une situation que la pandémie de covid-19 n'a malheureusement qu'accentuée et renforcée. De ce constat, la lutte contre l'insécurité alimentaire impose une réponse internationale encore plus forte, plus massive et plus solidaire.

C'est pourquoi la France, déjà fortement engagée dans la lutte contre la faim dans le monde, a tenu une fois de plus à prendre toute sa place dans cet indispensable effort de solidarité, en apportant son soutien au PAM en faveur du Congo. Un don de 197



millions de FCFA a ainsi été alloué par l'Etat français au PAM-Congo, afin de soutenir efficacement son action en faveur des populations congolaises frappées par les conséquences des inondations.

Cet appui financier apportera des réponses concrètes aux populations sinistrées. En effet, en réalisant des dons alimentaires d'urgence, il renforcera les conditions de subsistances des populations en situation d'insécurité alimentaire et permettra, aussi, de répondre aux besoins nutritionnels des populations, indispensables au bon développement des individus, notamment des enfants. Ce geste de solidarité permettra

de soutenir directement plus de 14.000 personnes. « Cette contribution allouée par la France donne un espoir à la population durement affectée par les inondations de ces dernières années », a déclaré Ali Ouattara, directeur adjoint du PAM-Congo. De son côté, l'Ambassadeur de France au Congo, S.E. François BARATEAU, a estimé que « cette expression de la solidarité française apportera des réponses concrètes aux victimes et témoigne de l'engagement de long terme, fidèle et résolu de la France, aux côtés des populations vulnérables en République du Congo ».

Cette action conjointe de la France et des

Nations unies illustre la capacité de la communauté internationale à apporter, en étroite relation avec les autorités congolaises, des réponses concrètes à des problématiques complexes qui exigent une action coordonnée et multilatérale. /.

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies est le lauréat du prix Nobel de la paix 2020. Plus grand organisme humanitaire au monde, il sauve des vies en situations d'urgence et utilise l'assistance alimentaire pour ouvrir une voie vers la paix, la stabilité et la prospérité au profit de ceux qui se relèvent d'un conflit ou d'une catastrophe ou subissent les effets du changement climatique.

Suivez-nous sur Twitter @wfp\_media, @wfp\_fr, @PamCongo

Pour en savoir plus, veuillez contacter : Ali Ouattara

Deputy Country Director  
Email: ali.ouattara@wfp.org

CONTACT Ambassade de France au Congo :

M. Paul ROLLAND  
Attaché politique et presse  
Tél : +242 06 831 25 50,  
Email : paul.rolland@diplomatie.gouv.fr  
Site web : <https://cg.ambafrance.org>  
Twitter : @ambafrance\_congo  
Facebook : <https://www.facebook.com/france.congo>

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

## Le budget 2021 du Synesup en cours d'adoption

Le Syndicat des enseignants du supérieur (Synesup) s'est réuni, le 24 avril à Brazzaville, en conseil général inaugural sous l'égide de Jean Didier Mbele, secrétaire général de cette organisation, pour examiner et adopter les comptes de l'année 2020 et le budget 2021.

« En adoptant ces documents nous serons libres à exécuter nos tâches », a commenté le secrétaire général du Synesup. Les conseillers vont aussi formuler un plaidoyer au gouvernement relatif au non-respect de la concomitance pour le paiement des salaires des agents de l'université avec ceux de la Fonction publique. De même, ils débattront du non-paiement intégral par la tutelle des heures diverses dues.

Dans le cadre des rapports interinstitutionnels, le secrétaire général du Synesup a affirmé que cette organisation est très attachée à l'application du protocole d'accord, signé le 1er août 2019 entre le gouvernement et le collège intersyndical de l'Université Marien-Ngouabi.

Par ailleurs, a-t-il indiqué : « Nous souhaitons que la fin de ce protocole en vigueur soit suivie de la signature d'un deuxième, pour

garantir et maintenir le climat de paix sociale qui règne à l'Université Marien-Ngouabi, depuis deux ans ».

Créé le 6 mai 1995, le Synesup est l'un des syndicats le plus représentatif de l'Université Marien-Ngouabi. Ce mouvement syndical a mené plusieurs luttes pour la défense des intérêts moraux et matériels des enseignants du supérieur. Mais, il n'a pas encore d'adhérents à l'université

Denis-Sassou-N'Guesso.

Ainsi, le secrétaire général du Synesup a exhorté l'ensemble des conseillers à : « dépasser les frustrations, les égo et des esprits sectaires ».

Signalons que le Synesup est le seul syndicat au Congo qui regroupe rien que les enseignants chercheurs. À ce jour, il compte sept cents enseignants.

Fortuné Ibara

## COVID-19

## Le Togo réceptionne un don du vaccin Sinovac de la Chine

Le Togo a réceptionné vendredi des doses du vaccin chinois Sinovac, un don de la Chine en appui à la lutte du Togo contre la maladie du nouveau coronavirus (Covid-19), dans le cadre de la coopération entre les deux pays.

L'ambassadeur de Chine au Togo, Chao Weidong, et le ministre togolais de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins, Pr. Mustafa Mijiyawa, ont réceptionné le lot de vaccins, en présence du coordonnateur national de la gestion de la riposte à la Covid-19, le médecin-colonel Djibril Mohaman, à l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé en fin de matinée du vendredi.

«Le don de ce vaccin est une parfaite démonstration de l'excellence des relations entre nos deux pays et de la profondeur de l'amitié entre nos deux peuples», a commenté l'ambassadeur de Chine.

«C'est aussi une illustration de l'esprit de la communauté de destin pour l'humanité», a-t-il ajouté, expliquant que le don est dans la droite ligne du respect des engagements du président chinois, lors des rencontres internationales, de faire du vaccin chinois un bien public mondial.

M. Chao a rappelé que la Chine et le Togo se soutiennent sur tous les fronts depuis l'apparition de la Covid-19 et que la Chine a apporté, au Togo, des appuis matériels médicaux dont des masques et des respirateurs. Le diplomate chinois a inscrit le don du vaccin dans la «continuité de cette coopération étroite et amicale» entre les deux pays, pour accompagner le gouvernement togolais dans ses efforts de protéger la population contre la Covid-19.

Le ministre de la Santé Pr. Mustafa Mijiyawa a pour sa part indiqué que «c'est un vaccin très efficace, dont les effets secondaires sont minimes et le rapport bénéfice-risque est nettement en faveur du bénéfice».

«Très bientôt nous allons administrer ce vaccin à nos populations», a-t-il dit, rappelant que le Togo a démarré le 10 mars l'opération d'immunisation à travers le pays.

Il s'est félicité de la coopération entre le Togo et la Chine, surtout des efforts des dirigeants des deux pays dans la lutte contre la Covid-19. À ce jour, le Togo a enregistré 12.698 cas confirmés de Covid-19, soit 2.065 cas actifs, 10.512 personnes guéries et 121 décès depuis la détection du cas index du pays le 6 mars 2020.

## Le dernier bilan des cas confirmés dans le monde en date du 23 avril

Voici le dernier bilan des cas confirmés de Covid-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins en date du 23 avril à 15H00 GMT :

Pays Cas confirmés  
Monde 144.878.978  
Etats-Unis 31.931.027  
Inde 16.263.695  
Brésil 14.167.973  
France 5.469.958  
Russie 4.691.290  
Turquie 4.501.382  
Royaume-Uni 4.413.834  
Italie 3.920.945  
Espagne 3.456.886

## L'UE devrait avoir vacciné 70 % de la population adulte d'ici la fin juillet, selon Mme von der Leyen

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a avancé vendredi de près de deux mois la date à laquelle l'Union européenne (UE) devrait avoir vacciné 70 % de sa population adulte.

S'exprimant après avoir visité l'usine de vaccins de Pfizer à Puurs, en Belgique, où est produit le principal vaccin utilisé jusqu'à présent au sein de l'UE, Mme von der Leyen a dit que l'objectif pourrait être atteint fin juillet au lieu de fin septembre comme cela avait été prévu précédemment.

«Grâce aux efforts considérables de BioNTech-Pfizer et à l'accélération de leurs livraisons de vaccins, je suis désormais certaine que nous disposerons de suffisamment de doses pour vacciner 70 % de la population adulte de l'Union européenne dès le mois de juillet», a-t-elle affirmé, saluant les deux partenaires

conjointes comme des «fournisseurs solides et fiables».

Elle s'est félicitée du fait que «la campagne de vaccination de l'UE est en bonne voie», puisqu'elle a franchi le cap des 150 millions de doses livrées et des 123 millions de vaccinations déployées. Cela place l'Union européenne «dans le trio de tête en termes de vaccination contre la Covid-19 dans le monde, après les États-Unis et la Chine». Elle a déclaré que sa commission était sur le point de conclure un accord avec BioNTech et Pfizer pour fournir 1,8 milliard de doses de vaccin supplémentaires pour 2022 et 2023. «Nous allons le conclure dans les

prochains jours. Cela permettra de sécuriser les doses nécessaires pour faire des rappels afin d'augmenter notre immunité contre le virus. Nous disposerons ainsi de vaccins adaptés pour faire face à des variants potentiellement résistants à la vaccination», a-t-elle expliqué lors d'une conférence de presse.

Mme von der Leyen a indiqué que l'Agence européenne des médicaments avait approuvé l'augmentation de la capacité de production du site de 20 % supplémentaires, ce qui en fait l'un des plus grands sites de flaconnage et de conditionnement de vaccins en Europe.

## MAROC

## Plus de 4,2 millions de personnes reçoivent la 2ème dose

Un total de 4.717.551 personnes a reçu la première dose du vaccin contre la COVID-19, a indiqué vendredi le ministère marocain de la Santé dans son bulletin quotidien, précisant que 4.209.470 personnes se sont vu administrer la deuxième dose du vaccin.

La campagne de vaccination, lancée le 28 janvier dernier, est une opération gratuite

pour l'ensemble des citoyens avec comme objectif d'immuniser 80% de la population, de réduire puis éliminer les cas de contamination et de décès dus à l'épidémie et de contenir la propagation du virus.

La priorité est accordée aux personnels de première ligne, en l'occurrence, les autorités publiques, les forces armées,

les professionnels de la santé, les enseignants et les personnes âgées, vulnérables au virus, et ce, avant de l'élargir au reste de la population.

Aujourd'hui, le Maroc a recensé 592 nouvelles infections en 24 heures, pour un total de 508.530 cas confirmés à la Covid-19, dont 8.983 décès (+7) et 494.415 personnes guéries (+542).

## La Tunisie signale 107 décès supplémentaires en 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a signalé 2.205 nouveaux cas de Covid-19 et 107 décès supplémentaires au cours des dernières 24 heures pour un total de 10.170 décès depuis l'apparition de la pandémie.

La Tunisie frôle la barre des 246.000 cas confirmés de Covid-19 suite à 1.265.222 tests de dépistage réalisés depuis le 2 mars 2020, alors que 246.001 patients atteints de la maladie ont été guéris.

Actuellement, 2.654 patients sont hospitalisés,

dont 485 en soins intensifs et 144 autres placés sous respiration artificielle.

Dans une déclaration devant des journalistes en marge de la réception de la première dose du vaccin contre la Covid-19, le chef du gouvernement tunisien Hichem Mechichi, a indiqué qu'une quarantaine sur tout le territoire du pays «n'était pas envisageable». «Notre pays ne supporte pas une telle mesure», a-t-il expliqué.

Xinhua

## ACCORD SUR LE CLIMAT

## Joe Biden met la pression sur les Etats signataires

Le président américain, Joe Biden, a réuni les 22 et 23 avril, un sommet virtuel mondial sur le climat. Ce moment marquerait le retour des Etats-Unis dans la lutte contre le réchauffement et une volonté de faire baisser les émissions de gaz.

Joe Biden est déterminé à encourager la coopération internationale sur la lutte contre le réchauffement climatique. A l'occasion, il va présenter un objectif « ambitieux » de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), devant 40 dirigeants du monde présents audit sommet, dont le pape François. Il s'agit de placer les Etats-Unis au centre de la lutte contre le changement climatique et de redonner de la crédibilité au pays de l'oncle Sam, après le mandat de Donald Trump, qui avait quitté l'accord de Paris sur le climat. Le président américain pourrait annoncer la réduction de ses émissions de CO2 de moitié d'ici 2030, pour contribuer à maintenir la planète sous les +2 degrés, voire 1,5 degré, comme le stipulait l'accord de Paris de 2015. Une étude de l'organisation météorologique mondiale (OMM) rapporte que l'année 2020 a été l'année la plus chaude enregistrée, à égalité avec 2016 et 2019. Washington a prévenu qu'il fera pression sur ses invités pour que ces derniers relèvent leurs ambitions sur le climat. « Nous avons l'occasion d'être agressifs et nous allons la saisir », a déclaré la conseillère de Joe Biden pour le climat, Gina McCarthy. « Nous devons agir », a déclaré à son tour Joe Biden, mettant en garde contre « le coût de l'inac-



Avec son sommet, Joe Biden souhaite se poser en moteur de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. / Getty Images via AFP

tion » et insistant sur l'« impératif moral et économique » de la lutte pour le climat, face à « un moment de péril et d'opportunité extraordinaire ». Il a rappelé qu'« aucune nation

ne peut résoudre cette crise à elle seule, et ce sommet est une étape sur la voie d'un avenir sûr, prospère et durable ».

Tous les pays, sans exception, ont accepté le compromis amé-

ricain, à savoir, réduire le GES de 55% (en général) d'ici 2030, y compris la Chine et la Russie - malgré les relations tendues avec Washington. « Les pays doivent cesser d'investir dans les éner-

gies fossiles pour s'assurer que leur reprise économique après la pandémie soit bien verte », a souligné Asa Persson, analyste de Stockholm Environment Institute.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a invité les dirigeants du monde entier à agir ensemble pour résoudre la crise, surtout à « se concentrer sur la menace existentielle du changement climatique ». Ajoutant que : « Mère nature n'attend pas [...]. Nous avons besoin d'une planète verte - mais le monde est en alerte rouge ».

Enfin, le patron de l'ONU a souligné la nécessité d'une percée en matière de financement et d'adaptation, essentielle pour garantir la confiance et une action collective. « Les bailleurs de fonds et les banques de développement multilatérales et nationales doivent passer de 20% à 50% de tous les flux de financement climatique vers la résilience et l'adaptation », a-t-il souligné. Le sommet de la journée de la terre intervient 6 mois avant le grand sommet de Glasgow, en Ecosse, de l'ONU sur le climat, la COP26 prévue en novembre prochain. Les pays signataires seront appelés à mettre à jour leurs objectifs d'émission pour la prochaine décennie.

Noël Ndong

« Les pays doivent cesser d'investir dans les énergies fossiles pour s'assurer que leur reprise économique après la pandémie soit bien verte »,

## NIGERIA

## Trois étudiants d'une université enlevés mardi retrouvés morts

Les corps de trois étudiants qui faisaient partie des personnes enlevées lors d'une attaque menée par des hommes armés contre une université de l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du Nigeria, ont été retrouvés vendredi près de l'université, a annoncé un responsable gouvernemental.

L'Université de Greenfield, une institution privée située le long de l'autoroute Kaduna-Abuja dans la zone du gouvernement local de Chikun, a été attaquée par des hommes armés mardi soir, et un nombre indéterminé d'étudiants ont été enlevés.

Samuel Aruwan, le commissaire à la sécurité intérieure et aux affaires intérieures de l'Etat, a déclaré vendredi aux journalistes lors d'un point de presse à Kaduna que les corps de trois étudiants enlevés avaient été retrouvés dans le village de Kwanan Bature, un endroit proche de l'université.

Dans un acte de mal insensé et de cruauté pure, les bandits armés qui ont enlevé des étudiants de l'Université de Greenfield ont abattu trois d'entre eux, a-t-il dit, sans révéler le nombre d'étudiants enlevés.

Le gouverneur de l'Etat de Kaduna, Nasir El-Rufai, a condamné vendredi dans un communiqué le meurtre des trois étudiants, qu'il a qualifié de « cruauté pure, d'inhumanité et de profanation totale de vies humaines par des entités viles ». Ces bandits représentent le pire de l'humanité et doivent être combattus à tout prix pour la méchanceté violente qu'ils représentent, a-t-il ajouté.

## PLATEFORME EN LIGNE

## Le Kenya procédera à une vente aux enchères de thé

La vente aux enchères de thé kényan sera exécutée avec effet immédiat chaque jour sur une plateforme en ligne, et non pas tous les trois jours comme indiqué auparavant par le secrétariat de l'Association de commerce de thé d'Afrique de l'Est (EATTA), a fait savoir vendredi un responsable.

Peter Munya, secrétaire d'Etat du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et des Coopératives, a déclaré que les négociants bénéficieraient de jours supplémentaires pour vendre leurs marchandises sur cette plateforme numérique.

« La vente aux enchères est devenue électronique et les catalogues sont désormais générés en ligne par opposition aux systèmes à la crieie antérieurs où le catalogue devait être imprimé avant d'être distribué aux acheteurs », a déclaré M. Munya dans un communiqué publié à Nairobi.

L'absorption de l'offre de thé est améliorée car le système est capable de remettre sur la liste automatiquement le thé à vendre au même jour d'enchères.

Ces journées de négociation supplémentaires permettront aux principaux marchés d'exportation, comme le Pakistan, l'Egypte, la Russie, les Emirats arabes unis (EAU), le Soudan, le Yémen, le Kazakhstan, la Pologne et la Jordanie, qui contrôlent environ 85% des achats, de négocier facilement.

Les ventes aux enchères réunissent actuellement des représentants et agents

d'acheteurs à l'étranger de plus de 70 marchés de destination dans le monde entier. De plus, les réformes du secteur du thé entreprises par le gouvernement pour moderniser ce secteur d'activité ont pour finalité d'être bénéfiques aux agriculteurs en améliorant la responsabilité et la transparence.

Le volume de thé mis en vente et vendu au Kenya sur une base hebdomadaire varie entre 8 et 13 millions de kilogrammes selon la saison, pour une valeur moyenne d'environ 2,2 milliards de shillings kényans (environ 20,3 millions de dollars).

Xinhua

## LUTTE CONTRE LE PALUDISME

## L'OMS lance une nouvelle initiative pour éradiquer la maladie

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, célébrée le 25 avril, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé une nouvelle initiative visant à arrêter la transmission de la maladie dans vingt-cinq pays supplémentaires d'ici 2025.

Sur les quatre-vingt-sept pays touchés par le paludisme, quarante-six ont signalé moins de dix mille cas de la maladie en 2019, contre vingt-six pays en 2000. En fin 2020, vingt quatre pays avaient fait état d'une interruption de la transmission du paludisme pendant au moins trois ans, dont onze ont été certifiés exempts de paludisme par l'OMS.

« Parmi les pays que nous mettons à l'honneur aujourd'hui, beaucoup ont été lourdement touchés par le paludisme à un moment donné. Leurs réussites ont été obtenues de haute lutte et n'ont été possibles qu'après des décennies d'action concertée. Ensemble, ils ont prouvé au monde entier que l'élimination du paludisme était un objectif viable pour tous les pays », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

Bien que le chemin parcouru par chaque pays sur la voie de l'élimination soit unique, des facteurs communs de succès ont été ob-

servés dans toutes les régions. En outre, l'organisation a félicité les pays qui parviennent à ne plus avoir aucun cas de paludisme ou qui en sont proches.

Pour le Dr Pedro Alonso, directeur du Programme mondial de lutte contre le paludisme de l'OMS, « la réussite est d'abord et avant tout le résultat de l'engagement politique à mettre fin à la maladie au sein d'un pays d'endémie palustre ». Cet engagement se traduit, a-t-il ajouté, « par un financement national qui est souvent maintenu pendant plusieurs décennies, même après qu'un pays a éliminé le paludisme ».

Parmi les pays qui sont en phase d'élimination du paludisme, beaucoup s'appuient sur des réseaux spécialisés d'agents de santé bénévoles pour détecter et traiter la maladie dans des zones reculées et difficiles d'accès.

Dans le cadre de l'initiative E-2020 lancée en 2017, l'OMS a soutenu les efforts déployés par vingt-et-un pays pour ne plus avoir aucun cas de paludisme. Dans un nouveau

rapport, l'Organisation fait la synthèse des progrès réalisés et des enseignements tirés dans ces pays au cours des trois dernières années. S'appuyant sur les succès de l'initiative E-2020, l'OMS a identifié un nouveau groupe de vingt-cinq pays susceptibles de pouvoir éradiquer le paludisme dans un délai de cinq ans. Ces pays recevront un soutien spécialisé et des conseils techniques pour atteindre l'objectif d'élimination du paludisme.

En 2019, on estimait à 229 millions le nombre de cas de paludisme pour quarante mille neuf cent décès liés à la maladie dans quatre-vingt-sept pays. Les deux tiers des décès dus au paludisme dans le monde touchent les enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne.

#### Le paludisme en pleine pandémie de covid-19

En 2020, l'apparition de Covid-19 a rendu beaucoup plus difficile la riposte au paludisme dans le monde entier. Depuis le début de la pandémie, l'OMS exhorte les

pays à maintenir les services de santé essentiels, y compris pour le paludisme, tout en veillant à ce que les communautés et les agents de santé soient protégés contre la transmission de coronavirus.

De nombreux pays d'endémie palustre ont répondu à cet appel en mettant en place des ripostes impressionnantes à la pandémie pour lesquelles ils ont adapté la manière dont ils fournissent les services de lutte contre le paludisme aux restrictions imposées par les pouvoirs publics du fait de la Covid-19. Grâce à ces efforts, il est probable que l'on ait pu éviter le pire scénario que l'OMS avait envisagé dans une modélisation selon laquelle une forte réduction de l'accès aux moustiquaires et aux antipaludéens aurait pu entraîner un nombre considérable de décès dus au paludisme en Afrique subsaharienne en 2020 par rapport à 2018. Toutefois, plus d'un an après le début de la pandémie, les services de santé continuent de subir d'importantes perturbations. Il ressort des résultats d'une nouvelle enquête

de l'OMS qu'environ un tiers des pays du monde ont signalé des perturbations des services de prévention, de diagnostic et de traitement du paludisme au cours du premier trimestre de 2021.

Dans de nombreux pays, les confinements et les restrictions à la circulation des personnes et des marchandises ont entraîné des retards dans la livraison de moustiquaires imprégnées d'insecticide ou dans les campagnes de pulvérisation d'insecticide à l'intérieur des habitations. Les services de diagnostic et de traitement du paludisme ont été interrompus, de nombreuses personnes n'étant pas en mesure de se faire soigner dans les établissements de santé, ou ne souhaitant pas le faire.

Ainsi, l'OMS appelle les personnes fébriles à se rendre dans des structures de santé les plus proches pour y obtenir un test de dépistage du paludisme et recevoir les soins dont elles ont besoin, dans le cadre des protocoles nationaux de lutte contre la Covid-19.

Yvette Reine Nzaba

## NOUVEAU TRONÇON POINTE-NOIRE - OUESSO

La 1<sup>ère</sup> ligne Directe qui rapproche  
le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30  
Les réservations sont en cours dans  
toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33 / 06 587 44 60  
contact@oceandunord.com  
www.oceandunord.com





**OCEAN du NORD**  
Sécurité - Confort - Fiabilité

Voyagez comme jamais  
www.oceandunord.com  
contact@oceandunord.com  
06 587 44 60 / 05 728 88 33

POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS	POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUELE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSA	8.000	6.000	OYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	OWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			OUESSO	30.000	27.000

## NÉCROLOGIE



Guylin Ngossima Delus, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille Paud et la famille Nianga Mbouala, ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur oncle, père et frère "Paud Joseph" survenu le 16 avril 2021 suite d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient dans la rue lagué Ouenzé sur l'avenue de l'ex-pharmacie Mampassi. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

## REMERCIEMENTS



Magloire Nzongi B. agent des Dépêches de Brazzaville, Célestin Mbemba, les Kahunga et la mutuelle Kahunga remercient parents, mutualistes, amis et connaissances, pour leur assistance multiforme lors du décès de leur fille, soeur, mère et grand-mère, Mme Richard Voumi née Irma Mbemba.

Qu'ils trouvent ici la reconnaissance de la famille.

## BIENNALE AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE

## Les candidatures sont en cours

La date limite de soumission des dossiers à la treizième édition de la Biennale africaine de la photographie « Les rencontres de Bamako » est fixée au 31 mai.

En dépit des défis globaux liés à la pandémie de coronavirus dans le monde, les « Rencontres de Bamako » poursuivent leur engagement en faveur de la création photographique et vidéo africaine contemporaine. L'appel à candidatures à cette grande messe de la photo est ouvert aux artistes internationaux et particulièrement d'Afrique. Photographes et vidéastes amateurs et professionnels, seuls ou en groupe, sans limite d'âge, de genre ni de nationalité.

Conscient des restrictions de voyage dans plusieurs pays qui demeurent en constante évolution, le comité d'organisation accueille les candidatures dans différents formats, mais uniquement en ligne sur la plateforme web de l'événement. Par ailleurs, dit-il, « Nous travaillerons avec les artistes invités pour faciliter leur voyage et/ou la présentation de leur travail à distance. Leurs billets d'avion, frais de visa et tests PCR ainsi que leur hébergement sont pris en charge par l'organisation de

la Biennale ».

Dans une perspective de candidature, chaque dossier à soumettre devra se composer de plusieurs éléments, entre autres : le formulaire de candidature dûment rempli ; le curriculum vitae détaillé ; le portfolio du candidat avec sa biographie ; le portrait de l'artiste et une photo d'identité en haute résolution ; la copie scannée du passeport en cours de validité jusqu'en 2022 ; cinq images haute définition (300 dpi pour 30x50 cm) d'œuvres récentes, propriété de l'artiste, avec leur fiche technique comportant le nom de l'artiste, le titre, la date de création, le support, les dimensions, la valeur de l'œuvre et de l'assurance, les adresses des lieux d'origine et de livrai-



**« Nous travaillerons avec les artistes invités pour faciliter leur voyage et/ou la présentation de leur travail à distance. Leurs billets d'avion, frais de visa et tests PCR ainsi que leur hébergement sont pris en charge par l'organisation de la Biennale ».**

son... Dans le cas d'une installation spécifique, chaque artiste doit inclure des images permettant de visualiser ou d'imaginer le projet proposé.

Ainsi, au terme des inscriptions, les projets soumis seront évalués sur la base de leur qualité et de leur pertinence artistique. Uniquement vingt-cinq artistes seront sélectionnés et connus en juin prochain. Ces participants seront invités à prendre part aux journées professionnelles, qui ont lieu durant la première semaine de la Biennale, période au cours de laquelle ont lieu de nombreuses rencontres et discussions.

Notons que pour sa treizième édition qui se tiendra du 20 novembre 2021 au 20 janvier 2022 à Bamako, au Mali, la Biennale africaine de la photographie invite les artistes à réfléchir sur les processus de devenir, de multiplicité, d'identités empilées et fragmentées, de compréhension vibrante de l'héritage et du patrimoine, de narration et de(s) différence(s).

Merveille Atipo



FONDATION  
GOTÈNE



## CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

**« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »**

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène

Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com  
www.fondationgotene.com



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

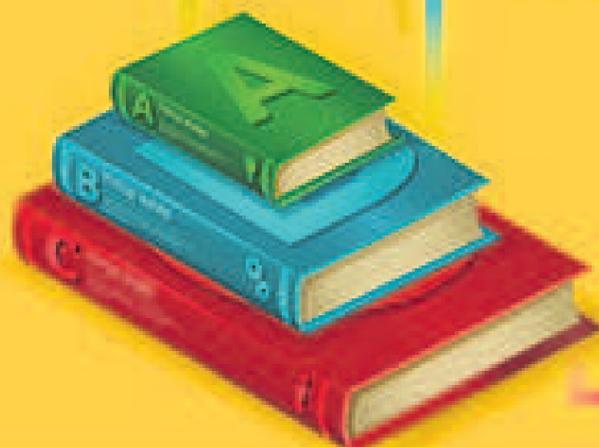
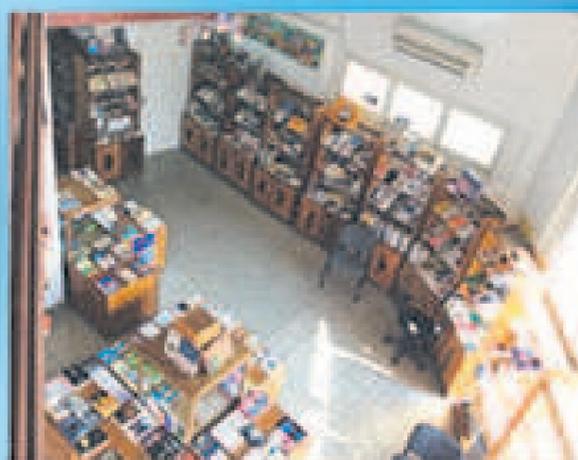
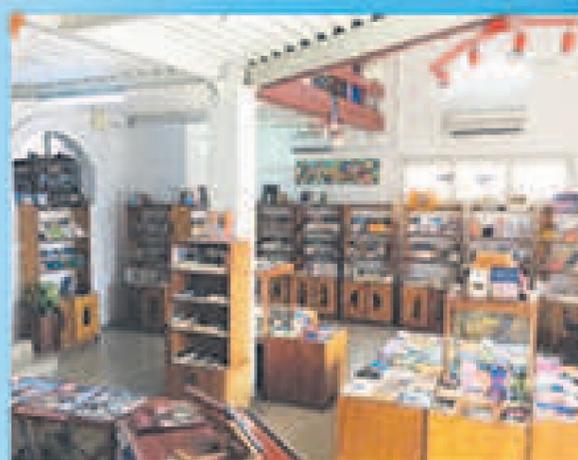
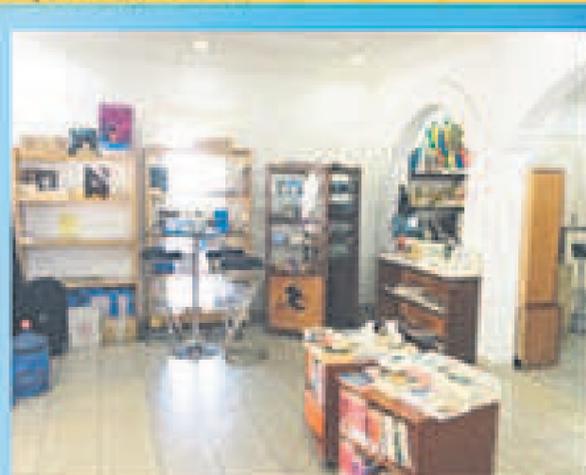
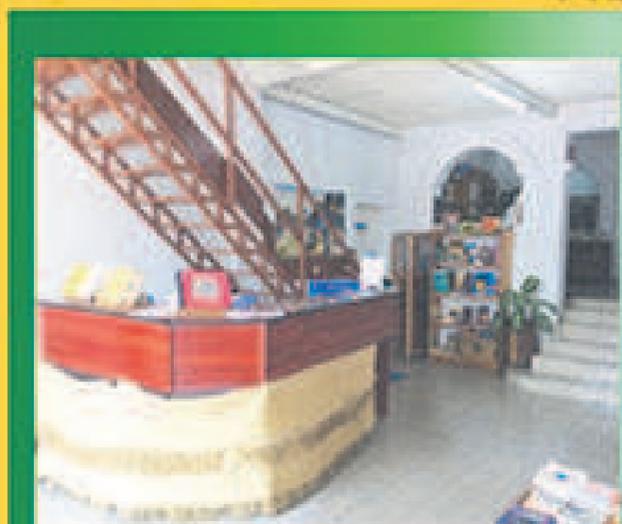
## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

### Un Espace de Vente

Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE

*(africaine, française et italienne)*

*Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.*



### Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

#### Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h - 19h)  
Samedi (10h - 18h)



## OBSÈQUES DE DEBY

## Félix Tshisekedi salue la mémoire d'un vaillant combattant

Simplement émouvant et poignant. Encore que les mots ne sont pas assez forts pour exprimer l'atmosphère empreinte de dévotion, de compassion et de peine ayant caractérisé, le 23 avril, les obsèques du maréchal Idriss Deby Itno, le président de la République du Tchad, décédé mardi des suites de blessures subies au front au cours d'un affrontement armé contre des rebelles au centre ouest du pays.

Le vibrant hommage que lui a été rendu à la Place de la nation, en pleine capitale Ndjamena, en présence d'une douzaine de chefs d'États dont le président de la RDC et président de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi, ainsi que des représentants d'institutions internationales, était bien à la hauteur de la stature de l'illustre disparu.

Dans son oraison funèbre, le président Félix-Antoine Tshisekedi a salué le « vaillant combattant » qu'aura été le maréchal du Tchad « pour son pays et l'Afrique pour laquelle il s'est considérablement investi ». L'Afrique, a-t-il dit, a eu en la personne du président Idriss Déby, un digne fils défenseur de ses intérêts et de son besoin impérieux de pacification et de stabilité. Le chairman de l'Union



Félix Tshisekedi lisant son oraison funèbre catalyseur pour une véritable union du peuple tchadien dans sa plus grande diversité ». Et d'ajouter : « Il va sans dire que tout enlèvement de la situation sécuritaire du Tchad constituerait une menace à l'intégrité territoriale du pays ainsi qu'à

africaine a, sur le même ton, loué l'engagement dont avait fait montre, durant son règne, son homologue tchadien contre le terrorisme en Afrique et particulièrement dans le Sahel.

S'adressant au peuple tchadien, Félix Tshisekedi a tiré la sonnette d'alarme pour

que le décès brutal du maréchal Idriss Deby ne puisse annihiler les efforts réalisés jusqu'à ce jour dans le renforcement de l'unité et de la stabilité. Bien au contraire, cette triste circonstance, a-t-il déclaré, « devrait en réalité servir, en mémoire de l'illustre disparu, de

la stabilité de la sous-région ».

Pour Félix-Antoine Tshisekedi, le sacrifice consenti par l'illustre disparu devra concourir à cimenter l'unité et l'attachement des tchadiens aux valeurs démocratiques et constituer le terreau de l'essor et du développement de leur très cher pays. Les présidents Emmanuel Macron, Faure Gnassingbe, Alpha Condé, ou encore Faustin-Archange Touadéra étaient ainsi présents Place de la nation pour rendre hommage au maréchal. En revanche, Paul Biya et Ali Bongo Ondimba se sont fait représenter, respectivement par leur ministre délégué à la Défense, Joseph Beti Assomo, et par la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda

Alain Diasso

## KINSHASA GOMBE

## Néron Mbungu débouté par la Cour d'appel

L'instance judiciaire a déclaré irrecevable la requête par laquelle l'ex-vice-gouverneur de la ville province de Kinshasa a attaqué la décision de sa déchéance prise par l'Assemblée provinciale de la capitale congolaise.

La Cour d'appel de Kinshasa a rendu la semaine dernière son verdict relatif à la requête référée en suspension dirigée contre la résolution n°001/APK/ PRES/ GMK du 10 avril 2021 de l'Assemblée provinciale de Kinshasa (APK) et la correspondance n°412/PRES/APK/GMK/04/2021. Après débat et présentation des moyens de défense par les trois parties concernées, dont la ville, l'APK et Néron Mbungu, la requête par laquelle l'ex-vice-gouverneur avait attaqué la décision de sa déchéance a été déclarée irrecevable.

Selon la Cour d'appel, la résolution de l'APK n'était pas un acte administratif qui pouvait être traité par cette instance judiciaire. A la suite de cette décision, l'élu de Kisenso, qui avait saisi la justice pour récupérer son poste de vice-gouverneur de la ville-province de Kinshasa, n'a pu obtenir gain de cause à l'issue



Néron Mbungu au cours de l'audience de sa destitution/DR

**C'est à la suite de sa sortie médiatique où il a mis en cause la gestion de son titulaire Gentiny Ngobila Mbaka ainsi que l'impartialité des députés provinciaux, rappelle-t-on, que Néron Mbungu a suscité la colère des élus de Kinshasa, qui ont décidé de la déchéance.**

de l'audience de la Cour d'appel. Il est souligné que certains députés provinciaux ont, eux aussi, déposé une plainte contre le bureau de l'organe délibérant de la capitale congolaise pour les mêmes raisons. Ils ont également, par la même occasion, reçu une réponse négative de cette instance judiciaire.

C'est à la suite de sa sortie médiatique où il a mis en cause la gestion de son titulaire Gentiny Ngobila Mbaka ainsi que l'impartialité des députés provinciaux, rappelle-t-on, que Néron Mbungu a suscité la colère des élus de Kinshasa, qui ont décidé de la déchéance. Le désormais ex-vice-gouverneur de la ville-province de Kinshasa depuis le 10 avril, Néron Mbungu, a attaqué en justice, la décision prise à l'issue de la plénière qui a examiné la motion de défiance que l'APK lui a adressée.

Lucien Dianzenza

# La diaspora congolaise promet de soutenir l'action de Gentiny Ngobila

Les diasporas réintégréées au Congo ont promis leur adhésion à la vision de transformer la ville de Kinshasa dont l'image est ternie, en commençant par des actions à travers toutes les communes, en premier celle de Lingwala, par la sensibilisation des jeunes sur la salubrité de leur juridiction.

A l'issue de l'audience que lui a accordée, le 22 avril, le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, à son cabinet de travail à l'Hôtel de ville, l'Association des diasporas réintégréées au Congo (ADRC) a promis son soutien aux actions menées au profit de la capitale congolaise et de sa population.

Conduite par Patcho Panda, cette délégation est venue rencontrer l'autorité urbaine pour lui faire la restitution des événements qui ont frappé cette association mais aussi faire part au premier citoyen de la ville de leur adhésion à sa vision de transformer la ville de Kinshasa dont l'image est ternie. «*Nous nous sommes dit que nous avons acquis certaines expériences ailleurs. Pourquoi ne pas les mettre à la disposition de notre ville, en lieu et place de condamner les autorités ?*», a fait savoir le chef de la délégation de l'ADRC. Et de noter qu'à partir



CELCOM HVK

Photo de famille de Gentiny Ngobila et la délégation de l'ADRC

du samedi 1er mai, cette association se lancera dans « des actions de grands éclats ». L'ADRC a, par ailleurs, promis de mener ses actions à travers toutes les communes de Kinshasa, en commençant par

la commune de Lingwala par la sensibilisation des jeunes sur la salubrité de leur juridiction.

De son côté, le chef de l'exécutif provincial de Kinshasa a indiqué à l'attention de ses

hôtes, sa volonté de rendre Kinshasa propre, mais également ces nombreuses réalisations à travers la capitale congolaise, notamment sur les constructions de différentes routes secondaires,

comme c'est le cas pour Elen-gesa, Kikwit, de la Paix et tant d'autres. S'agissant du marché central, le gouverneur Gentiny Ngobila a rassuré cette délégation du début des travaux très bientôt. «*La maquette de ce marché sera déjà à Kinshasa avant la fin de la semaine*», a-t-il rassuré.

Les interlocuteurs de Gentiny Ngobila Mbaka l'ont encouragé pour tous les efforts fournis jusqu'ici. Ils ont promis leur soutien inconditionnel au gouverneur de la ville Gentiny Ngobila Mbaka. Au sortir de cette entrevue, Patcho Panda, qui a remercié le gouverneur de la ville de Kinshasa pour son soutien lors de différents événements malheureux qui ont frappé l'ADRC durant les quatre derniers mois, a indiqué à la presse que le premier citoyen de la ville, président d'honneur de leur organisation, leur a rassuré de sa disponibilité de continuer à soutenir leurs actions.

Lucien Dianzenza

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## GOUVERNEMENT LUKONDE

# Les cinq attentes pressantes des Congolais

L'amélioration du pouvoir d'achat, la création d'emplois, le renforcement de la sécurité dans l'est du pays, la gratuité de l'enseignement et le meilleur accès aux soins de santé sont les attentes de la population RD-congolaise.

Environ deux mille répondants contactés en face-à-face par le cabinet d'étude et de sondage Target viennent d'apporter un éclairage de taille sur les besoins prioritaires de la population RD-congolaise pour le temps restant de l'actuelle législature. Il s'agit d'une enquête réalisée du 25 mars au 2 avril dans les vingt-cinq chefs-lieux des provinces de la RDC, a expliqué Serge Mumbu, son directeur général.

Globalement, il en ressort que 35 % des personnes interrogées ont réclamé prioritairement au nouveau gouvernement l'amélioration du pouvoir d'achat. En effet, plusieurs études attestent aujourd'hui d'un effritement réel du pouvoir d'achat et d'un accroissement alarmant du chômage. Cette descente aux enfers a connu une accélération avec la crise sanitaire liée à la covid-19.

La deuxième priorité est

bien entendu la création d'emplois. Ils sont 21 % des Congolais à l'avoir déclaré aux enquêteurs de Target. Selon la Fédération des entreprises du Congo, le tiers des entreprises a mis en congé ou licencié le personnel à la suite d'une baisse significative de revenus. La majorité des entreprises, soit 76 %, a été affectée par la covid-19.

15 % de répondants demandent ouvertement au gouvernement Sama Lu-

konde de veiller au renforcement de la sécurité sur l'étendue du territoire national. Pour l'heure, les réactions semblent plutôt modérées après l'annonce de la collaboration prochaine des Fardc et des forces kenyanes dans les efforts d'éradication de l'insécurité dans l'est du pays.

Pour terminer, 9 % des répondants ont fait une allusion directe à la question de l'éducation, un secteur en proie à des rebondisse-

ments au sujet des détournements d'argent. Il y a aussi les 8 % qui attendent du nouveau gouvernement l'amélioration des conditions d'accès à la santé universelle. En effet, dans son discours d'investiture, le président Tshisekedi a promis des actions fortes pour relever ce secteur, notamment la réhabilitation des hôpitaux de référence et l'atteinte de la couverture santé universelle.

Laurent Essolomwa

## SANTÉ

## La RDC organise la 11<sup>e</sup> édition de la SAV

A partir de ce 26 avril, le pays lance la semaine africaine de vaccination (SAV) sur le thème : " Les vaccins nous rapprochent". Cette annonce a été faite, le 24 avril, par la directrice nationale du Programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Elisabeth Mukamba, au cours d'un briefing organisé par ledit Programme avec l'appui technique et financier de l'ONG Path à l'intention des professionnels des médias, membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE).



A en croire le N°1 du PEV, plusieurs activités sont prévues dans le cadre de la célébration de la 11<sup>e</sup> édition de la SAV, notamment le lancement officiel de cette semaine par les autorités du pays, l'intensification de la communication sur la vaccination, le plaidoyer auprès des gouvernements national et provincial ainsi que d'autres institutions du pays pour la mobilisation des ressources financières, l'organisation de la campagne de vaccination contre la fièvre jaune dans quelques provinces du pays. Il est prévu également la sensibilisation de la population sur la vaccination de routine à travers les médias et les réseaux sociaux y compris le respect des mesures préventives sur la covid-19 lors de la vaccination de routine, l'organisation des séances de vaccination journalières dans les centres de santé.

Elisabeth Mukamba a insisté sur le contexte assez particulier de l'organisation de la SAV marqué par la pandémie de covid-19. Mais a-t-elle fait remarquer, de plus en plus, au-delà de la petite enfance, surtout dans la région africaine, on voit des vaccins qui sont accessibles même aux personnes de différents âges. "C'est pour dire que les vaccins nous rapprochent, ils permettent de sauver des vies et de mener une vie normale en l'absence de toutes les maladies évitables par la vaccination". Au cours de ce briefing avec les médias, la directrice nationale du PEV a souligné l'importance de la communication dans la réussite de la SAV. Raison pour laquelle, elle a eu des mots justes pour remercier la presse pour son implication dans les éditions précédentes et compte sur la même presse pour véhiculer l'information sur la 11<sup>e</sup> édition de la SAV. Elisabeth Mukamba a, en outre, salué toutes les réalisations des SAV précédentes qui ont permis de susciter la prise de conscience à différents niveaux des autorités à travers le plaidoyer mené pour montrer l'importance de la vaccination. Elles ont aussi permis de récupérer les enfants non vaccinés, de combler le gap en termes de la chaîne de froid, de la communication, de la logistique...

Instituée à la 60<sup>e</sup> assemblée de la santé, la SAV a pour but de promouvoir et accroître la sensibilisation en faveur des maladies évitables par la vaccination et de services de vaccination en Afrique afin d'augmenter la demande et l'utilisation, ainsi que de mobiliser plus de ressources pour les activités de vaccination. Au cours de cette assemblée, les ministres de la Santé de la région africaine s'étaient engagés à pouvoir célébrer cette semaine en se focalisant sur un certain nombre d'activités pour valoriser la vaccination.

Blandine Lusimana

## TIC

## La CEA et ses partenaires lancent un projet visant à réduire la fracture numérique

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) et ses partenaires ont lancé une initiative Internet d'apprentissage en ligne baptisée «Learning Girls in ICT-Initiative» («Initiative pour l'apprentissage des TIC chez les filles») pour offrir une éducation et des compétences technologiques essentielles aux jeunes femmes et jeunes filles en Afrique.

Selon un communiqué publié jeudi par la CEA, cette initiative, lancée à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, célébrée chaque année le 22 avril, doit contribuer à réduire la fracture numérique continentale.

Affichant le taux de pénétration de l'Internet le plus bas, la région Afrique présente aussi le plus grand écart numérique entre les sexes au monde, avec seulement 22,5% des femmes qui utilisent Internet, contre 33,8% des hommes.

«Cet écart entre les sexes se creuse dans certaines régions du continent, renforçant

les inégalités entre les sexes en privant les femmes et les jeunes filles de la possibilité d'accéder à l'éducation, de trouver des emplois mieux rémunérés et de créer de nouvelles entreprises», a déclaré Jean-Paul Adam, directeur de la Division technologie, changement climatique et gestion des ressources naturelles (TCND) de la CEA.

La CEA et ses agences sœurs, l'Union internationale des télécommunications, ONU Femmes et des partenaires bilatéraux ont lancé le projet lors de leur webinaire conjoint organisé sur le thème «Jeunes filles africaines connectées, pour créer

un avenir meilleur».

«Grâce à ce lancement, la CEA aide à construire un pont qui encouragera davantage de femmes et de filles du continent à s'engager dans les sciences et technologies, l'ingénierie et les mathématiques», a souligné l'un des principaux organisateurs du forum, Mactar Seck, de la Division TCND de la CEA.

«Nous devons continuer à promouvoir l'autonomisation des jeunes filles grâce aux TIC», a de son côté déclaré Jean Jacques Massima, de l'Union internationale des télécommunications.

## SÉNÉGAL

## Le gouvernement va appuyer une société chargée du passage de l'analogie au numérique

Le gouvernement sénégalais va accompagner la société de Télédiffusion du Sénégal (TDS), chargée du passage de l'analogie au numérique, en termes de moyens nécessaires à la réussite de sa mission, a assuré vendredi à Dakar le ministre de la Culture et de la Communication, Abdoulaye Diop.

«Je vous assure de la volonté de l'Etat d'accompagner le dernier des acteurs de la chaîne des valeurs dans le paysage audiovisuel», a-t-il dit aux responsables et personnel de la société de Télédiffusion du Sénégal lors d'une visite le vendredi de ses installations dans la capitale sénégalaise.

M. Diop a assuré que son déplacement ce jour dans les locaux de la société TDS traduit une mise en œuvre des instructions du président sénégalais Macky Sall de donner à cette struc-

ture les moyens nécessaires à la réussite de sa mission. «Aujourd'hui, si on voit le profil des uns et des autres et ce qui se fait ici, vous êtes au cœur de votre métier. Je vous encourage et vous félicite de tout le travail qui a été fait et assuré de la disposition de son cabinet et du gouvernement et de la direction de TDS», a poursuivi Abdoulaye Diop.

«Nous avons très avancé en termes de couverture. Aujourd'hui, le signal est disponible dans les 14 régions du Sénégal»,

a pour sa part assuré Amadou Abdoulaye Diop, directeur général de la société de Télédiffusion du Sénégal (TDS).

«La partie juridico-réglementaire qui concerne les conventions, le cahier des charges a été relativement stabilisé. Ce basculement est stabilisé. Il est très bien finalisé», a-t-il ajouté. Il a rappelé avoir sillonné plusieurs régions du Sénégal avec le ministère de la Culture et de la Communication dans le cadre de ce processus

Xinhua

**RESTAURANT**

**LE BUNKER**  
Spécialiste Poulet Mayo & Grillades  
Tel : (+242) 06 468 58 50

**BRICOLAGE**

**MACONNERIE**  
Travaux tous corps d'état  
Tel : (+242)06 822 84 42 - 04 008 36 19

**STAFFEUR**  
Conception et pose de staff  
Tel : (+242)06 821 26 02

**ELECTRICITE**  
Tous travaux d'électricité bâtiment  
Tel : (+242)06 621 13 74 - 04 054 47 06

**ETABLISSEMENTS LAF**  
Construction-Bâtiment Général-Fabrication Meubles  
Tel : (+242) 06 610 15 98

**BATIMENT**

**ACTION GROUPE**  
Pour tous vos travaux de construction  
Tél: (+242) 06 629 90 07/06 675 82 95

**AFRICA BATI INGENIERIE**  
Etudes techniques-Coordination-Suivi des Travaux-Réalisation-Réhabilitation-Formation  
Tel : (+242) 06 583 60 52/05 770 62 82

**ETABLISSEMENTS LAF**  
Construction-Bâtiment Général-Fabrication Meubles  
Tel : (+242) 06 610 15 98

**AVIS DE RECHERCHE**

**RÉSIDENCE COLOMBE (HÔTEL)**  
recherche une réceptionniste.  
Salaire mensuel de base : 75.000frs ;  
Prime de caisse :15.000frs ;  
Prime de panier :25.000frs ;  
Expérience souhaitée  
Contrat à durée déterminée(6mois)  
Contact :05 5561517 /06 626 5279.

**COIFFURE**

**ELSYE COIFFURE**  
Coiffure-Soin de visage-Esthétique-Pédicure-Manicure  
Prestation à domicile  
Tel : (+242): 06 676 70 56

**ELSYE COIFFURE**  
Coiffure Hommes  
Tel : (+242 06 606 22 77/06 500 27 33

**BOUTIQUE ADDICT CODE**  
Adresse :137 Avenue de la tsiémé ,  
Ouenze en face de l'école LHEYET GABOKA  
Tel : (+242) 06 508 56 33

**ASSOCIATION**

**NDOLO VILLE RÉNOVÉE**  
Animation Folklorique  
Toutes cérémonies  
Tél: (+242) 05 055 11 30/ 06 674 64 56

**NDOLO VILLE RÉNOVÉE**  
Animation Folklorique  
Toutes cérémonies  
Tél: (+242) 05 055 11 30/ 06 674 64 56

**AASSEC**  
Association Aide Soutien Secours aux Enfants Congolais

**AIDE SOUTIEN SECOURS AUX ENFANTS CONGOLAIS (AASSEC)**  
Panafrique-Humanitaire  
Tél: (+33)772187395/069481926

**LOCATION ET VENTE DE VEHICULE**

**KARAGNARA SERVICE**  
Location courte et longue durée.  
Tel : (+242) 06 461 56 56

**AUTO-TOP-CONGO**  
Location et vente. Berlines - 4X4  
Tel : (+242) 06 645 00 00

**MAINTENANCE**

**ANDZOUANA SERVICE**  
Réparation appareils électroniques et électroménagers  
(+242) 06 624 92 93

**MAITRE SAM SERVICE**  
Spécialiste en froid : Congélateur, climatiseur, tous appareils  
(+242) 06 668 91 46 / 05 744 76 69

**SERVICE TRAITEUR**

Tel: **DODO SERVICE**  
Service traiteur et protocole  
(+242) : 066680644 / 053046399

**GAMOS TRAITEUR**  
Pour tous vos événements  
(+242) : 06 550 90 17

**OFFRES D'EMPLOI**

**Un Assistant Pilotage et Maîtrise d'Ouvrage \***  
Avoir la maîtrise des procédures de la banque; Avoir une bonne connaissance de la réglementation bancaire; Avoir une bonne connaissance des normes de gestion des projets; Avoir la maîtrise de l'outil informatique; Avoir la maîtrise de l'organisation et conduite de réunion; Avoir une bonne connaissance des réseaux informatique et base de données; Avoir un esprit d'analyse et de synthèse; Avoir de l'intérêt pour les nouvelles technologies; Avoir une bonne qualité rédactionnelle; Savoir faire preuve de diplomatie; Être rigoureux et dynamique.

**Un Exploitant Informatique \***  
Avoir une bonne connaissance en réseau et sur AS/400; Avoir une bonne connaissance de quelques systèmes d'exploitation; Avoir une bonne connaissance en informatique réseau; Avoir une bonne qualité rédactionnelle; Savoir travailler en équipe et avoir le sens de l'écoute; Être rigoureux, réactif et dynamique.

**Un Ingénieur Support Roll Out, Planning et Optimisation Radio \***  
Avoir un Diplôme d'Ingénieur en Electronique, Télécommunications ou équivalent; Avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans la planification et l'optimisation radio; Avoir une connaissance dans la construction des sites GSM; Avoir de l'expérience dans la technologie 4G, 3G, et 3G; Être rigoureux, organisé, ouvert d'esprit, attentif au détail; Avoir un bon contact avec les clients internes et externes; Avoir la maîtrise de l'outil informatique; Savoir orienter les clients.

**Un Infographiste \***  
Avoir un BAC +2/5 en Graphisme /Design/Marketing digital/Vidéo ou d'un équivalent universitaire; Avoir une expérience professionnelle de 2 ans minimum sur un poste similaire; Avoir la maîtrise de techniques variées telles que vidéo (After Effect, Premiere Pro, Audition...), photographie, web, 3D, dessin sont indispensables ; Avoir la maîtrise de la suite Adobe, et Creative Cloud (Indesign/ Illustrator/Photoshop/ Premiere Pro, Adobe Illustrator, Premiere Rush, Prelude);

**Un Assistant Organisation \***  
Avoir un Diplôme d'Ingénieur en Electronique, Télécommunications ou équivalent; Avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans la planification. Avoir une bonne connaissance de l'organisation de la Banque, de la réglementation bancaire, du management des projets et des outils de modélisation; Avoir une bonne connaissance du Reengineering process, et une bonne communication écrite et orale;

**Responsable Commercial \***  
Avoir un BAC +4/5 d'une école de commerce; Avoir une expérience professionnelle avérée dans le commerce et le management d'une équipe de vente dans l'environnement des produits et services dans le numérique ; Avoir le sens de leadership et une capacité à développer vos équipes ainsi qu'à les motiver ; Avoir une bonne capacité d'analyse dans un environnement fortement concurrentiel;

**Envoyez votre CV à l'adresse: emploi@acpe.cg**  
\* Ces offres sont disponibles et plus complètes sur notre site internet www.acpe.cg et sur nos réseaux sociaux

www.acpe.cg  
#EnsemblePourl'Emploi

## HUMEUR

## Quand le phénomène « bébé noir » traumatise

Hier, c'était seulement des mineurs et adolescents qui se livraient à cette pratique, c'est-à-dire celle d'agresser des paisibles citoyens pour s'emparer de leurs biens qu'ils portent par de vers eux. Mais aujourd'hui certains adultes d'un certain âge embrassent peu à peu cette pratique et cela devient traumatisant surtout au niveau des quartiers périphériques de nos villes.

Ce constat étant fait, nous nous sommes interrogés : « Quand disparaîtra totalement ce phénomène ? », « Quelles sont des stratégies à mettre en place pour enrayer ce phénomène dans nos villes ? » De façon rapide, les réponses à ces deux interrogations sont :

Premièrement : ce phénomène pourrait disparaître dans un proche avenir si et seulement si les ministères chargés des questions de la jeunesse, les autorités municipales, les chefs de quartiers, les parents d'enfants, la police et la gendarmerie y compris des églises acceptent de conjuguer leurs efforts sans complaisance. La dissuasion, la moralisation, la conscientisation et la chicotte seront les leviers essentiels sur lesquels ces acteurs devraient s'appuyer.

Deuxièmement, créer des sites d'isolement pour ces jeunes et adultes qui se livreraient à cette pratique. Ils seront loin des villes pour des activités agro-pastorales créatrices d'emplois. Les plaines et les forêts sont là pour les accueillir et des activités liées à l'agriculture, à la pêche, à l'élevage, à la vannerie, à la peinture, à la sculpture, à la maçonnerie, à la menuiserie et d'autres activités ouvrant la voie à leur intégration socio-économique.

Certains de ces jeunes opèrent le plus souvent en plein jour sous l'œil impuissant des parents et chefs de quartiers. « Nous craignons aussi d'être surpris un jour par ces mêmes jeunes », disait un jour un chef de quartier qui se voyait menacer par ces jeunes qui avaient retrouvé refuge dans une maison inachevée pour se droguer nuit et jour. Ainsi donc, même en plein centre du quartier, des gens ont peur quand ils rencontrent des jeunes se balader en groupe. Ces jeunes qui opèrent dans les quartiers comme Nkouikou, Makayabou-418, Songolo, OCH-rail, sur l'avenue de la Révolution, le font en plein jour.

Oui, il y a là une vraie complicité qui fait que ce phénomène se pérennise. Alors, avec la complicité de qui ? Ces mineurs et adolescents y compris des « papas noirs » qui intègrent ces groupes ne sont pas des extra-terrestres. Ils sont bien identifiés dans des blocs, ils fument du chanvre au su et au vu de certains parents et membres de famille, ils habitent des quartiers, bref ils sont avec nous dans ces périmètres urbains. Alors pourquoi sont-ils devenus des « invincibles » ?

Attention, ces enfants changent la façon d'agir à tout moment, ils peuvent, pour avoir des paisibles citoyens à agresser, procéder par une certaine docilité, bref une certaine sournoiserie comportementale. En voyant un paisible citoyen s'approcher à eux, l'un d'eux peut brutalement se faire « malade ». Et il suffit de chercher à le sauver, alors arrivent brutalement ses collègues, et on est pris dans le piège. Gare à eux !

Ceci étant, nous pensons pour notre part que ces quelques stratégies que nous avons énumérées peuvent donner matière à réflexion pour ceux qui ont la charge de veiller à la sécurité des personnes dans nos villes.

Faustin Akono

## SÉMINAIRE

## Les membres de la plateforme de santé Mama na mwana en formation

Une session de formation des membres de la dynamique sur le réseautage est organisée du 22 au 23 avril à Pointe-Noire.



Une vue de la salle lors de la formation sur le réseautage Crédit photo «Adiac»

C'est dans le souci de mieux contribuer à la résolution des multiples problèmes auxquels le couple mère-enfant est confronté dans le département de Pointe-Noire d'une part et de consolider leur plateforme à nouer de nouveaux partenariats d'autre part que les organisations de la société civile de la plateforme à savoir : l'association congolaise pour le bien-être familial (ACBEF), l'association nationale pour l'éducation prénatale (Anep), association pour la promotion en soins de santé (APPSS), le Cercle d'action pour la promotion du bien-être social (CABS) ont initié cette session de renforcement de capacités sur le concept de réseautage. Pendant deux jours les membres de la plateforme vont suivre des exposés avec débats sur la structuration, le leadership, le suivi

et l'évaluation des politiques publiques au niveau du département de Pointe-Noire. Cette formation va aussi permettre aux différentes organisations de la société civile de la plateforme santé de travailler en réseau et d'intégrer d'autres réseaux de développement comme l'a rappelé Brigitte Bedi, de l'association nationale pour l'éducation prénatale (Anep) à l'ouverture de la session avant d'insister sur la mise en pratique des acquis et d'en faire la restitution aux autres membres non présents à l'activité.

Pour les organisateurs, au sortir de la formation, les membres de la plateforme Mama na Mwana doivent s'approprier les enseignements reçus et être capables de comprendre le réseautage et son importance pour le développement des actions de la plate-

forme santé, mais aussi savoir construire leurs réseaux relationnels, sans oublier la fidélisation des partenaires.

Signalons que le projet Mama na Mwana mis en œuvre avec l'appui financier de l'Agence française de développement (AFD) a pour objectif général de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population en général et de protéger les droits du couple mère-enfant en particulier. Depuis septembre 2020, l'ACBEF en partenariat avec les organisations de la société civile, Anep, APPSS, CABS en assure la mise en œuvre. Plusieurs activités prévues dans le cadre de ce projet ont déjà été organisées à l'instar de la formation des prestataires cliniques sur la consultation prénatale et l'assemblée générale de la plateforme.

Hervé Brice Mampouya

## OMS

## La Covid-19 perturbe les services de santé essentiels dans 90% des pays

Plus d'un an après le début de la pandémie, la Covid-19 continue de perturber les services de santé essentiels dans environ 90% des pays sondés, a déclaré l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans une enquête publiée vendredi.

Selon l'OMS, au cours des trois premiers mois de 2021, un peu plus d'un tiers des services étaient encore perturbés dans les pays. En conséquence, des millions de personnes ne bénéficient toujours pas de soins de santé vitaux.

Parmi les services de santé les plus touchés figurent ceux des troubles mentaux, neurologiques et liés à l'usage de substances, les maladies tropicales négligées, la tuberculose ; le VIH, l'hépatite B et C, le dépistage du cancer et les services pour d'autres maladies non transmissibles, notamment l'hypertension et le diabète, la planification familiale et la

contraception, les soins dentaires urgents et la malnutrition.

En termes de services, le plus grand impact rapporté par près de la moitié des pays est la fourniture de soins primaires quotidiens pour prévenir et gérer certains des problèmes de santé les plus courants. Les soins de longue durée pour les maladies chroniques, la réadaptation et les soins palliatifs de fin de vie sont également sérieusement perturbés, affectant gravement les personnes âgées et les personnes handicapées.

Les interventions d'urgence, critiques et chirurgicales potentiellement vitales sont toujours interrom-

pues dans environ 20% des pays, a précisé l'agence onusienne, ajoutant que deux tiers des pays signalent des perturbations dans les chirurgies électives. Plus d'un tiers des pays signalent encore des perturbations dans les services de vaccination, a-t-elle indiqué, tout en mentionnant que 43% des pays citent les défis financiers comme des causes majeures de perturbations en la matière.

L'OMS affirme qu'elle continuera à soutenir les pays afin qu'ils puissent répondre aux pressions accrues sur les systèmes de santé et aux priorités et besoins en évolution rapide, et à veiller à ce que les stratégies de lutte contre la Covid-19 soient en équilibre avec celles liées aux autres priorités sanitaires en vue de garantir l'accès à des soins complets pour tous.

Xinhua

## HOMMAGE À IDRISSE DÉBY

## Denis Sassou N'Gouesso signe le livre de condoléances

Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gouesso, a signé le 23 avril au siège de l'ambassade du Tchad à Brazzaville le livre de condoléances en mémoire du président tchadien, Idriss Deby Itno, décédé le 20 avril à N'Djamena.

« Le vendredi 16 avril, le président Idriss Deby Itno était encore ici, à Brazzaville, en compagnie de sa chère épouse, pour prendre part à la cérémonie de mon investiture. Initialement, par une lettre datée du 15 avril 2021, il devait être représenté à cet événement par son ministre de l'Économie, de la Planification du développement et de la Coopération internationale et son directeur de cabinet civil adjoint, pour des raisons internes à son pays.

Mais, comme un aimant, notre solide proximité, assise sur une longue et vieille amitié, une profonde fraternité, l'ont irrésistiblement attiré à Brazzaville. Moins d'une semaine après cette ultime rencontre, le président Idriss Deby Itno nous quitte en héros. L'héroïsme vrai consiste à savoir courir de grands dangers pour réaliser de grands desseins.

Douloureuse est cette épreuve, et vive est mon émotion. Je gémissais tout en espérant, pour la République du Tchad, la paix. Si les paroles les plus belles sont les voix même du silence, en cette pénible circonstance, le silence est la voix de mon cœur meurtri. Que le peuple tchadien frère et la famille endeuillée trouvent ici l'expression de ma profonde compassion et l'assurance de toute ma solidarité ainsi que celle du peuple congolais, en ces moments combien difficiles ».

**Denis Sassou N'Gouesso**  
Président de la République du Congo

## La France réitère son soutien au Tchad

Pendant les funérailles d'Idriss Déby Itno, le 23 avril à N'Djamena, le président français, Emmanuel Macron, et ses homologues des pays du Sahel ont promis leur soutien à la junte militaire dirigée par le fils du défunt président tchadien, pour préserver la « stabilité ».

« La France ne laissera jamais personne, ni aujourd'hui, ni demain, remettre en cause la stabilité et l'intégrité du Tchad », a déclaré le président français qui a rappelé la position de son pays de soutenir la stabilité du Tchad qui joue un rôle clé dans la sécurité au Sahel. Inquiet du risque d'instabilité du Tchad après la mort d'Idriss Déby Itno, le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, qui assure la présidence de l'Union africaine, a assuré le peuple tchadien du soutien de cette organisation. « Tout enlisement de la situation sécuritaire du Tchad constituerait une menace à l'intégrité territoriale du pays ainsi qu'à la stabilité de la région. Soyez assurés de l'accompagnement de l'Union africaine dans cette période de transition que nous souhaitons pacifique, inclusive et démocratique, conformément à la loi fondamentale de votre pays », a déclaré le chef de l'Etat de la RDC.

Pour le secrétaire général du Mouvement patriotique du salut dont Idriss Déby Itno est le fondateur, le décès du président tchadien est une grande perte pour le Tchad mais aussi pour l'Afrique.

« Le maréchal du Tchad nous quitte au moment où le Tchad et l'Afrique ont le plus besoin de lui. Il a consacré trente ans



Emmanuel Macron et Mahamat Idriss Déby

de sa vie à l'édification de l'Etat de droit, le développement, la paix, la sécurité du Tchad et de la sous-région dans un contexte particulier fait de guerres soutenues par l'extérieur. Ses qualités humaines et son courage hors pair sont connus et reconnus au-delà de nos limites territoriales », a déclaré Mahamat Hissein.

Après les obsèques, deux présidents du G5-Sahel ont rencontré les acteurs politiques pour recueillir leurs avis. Les deux présidents, Mohamed Bazoum du Niger et Mohamed Ould Ghazouani de la Mauritanie, ont été mandatés par leurs collègues du G5 Sahel et le président français pour écouter les acteurs politiques sur le modèle de transition qu'ils souhaitent.

A l'issue des échanges, les média-

teurs ont noté la nécessité d'un dialogue pour mettre en place des institutions de transition qui seront chargées de rédiger une nouvelle Constitution et organiser des élections. Les conclusions de la rencontre seront transmises au Conseil militaire de transition à qui les chefs d'Etat du G5-Sahel et la France ont demandé une transition inclusive qui prenne en compte toutes les composantes de la société tchadienne.

A 37 ans, le fils du défunt maréchal Déby, Mahamat Idriss Déby, général de corps d'armée, jusqu'alors commandant de la garde républicaine, est le nouvel homme fort du Tchad. Il a promis de nouvelles institutions après des élections « libres et démocratiques » dans un an et demi.

**Yvette Reine Nzaba**

## RÉFLEXION

## Sécuriser l'Afrique oui, mais comment ?

Le décès brutal la semaine dernière d'Idriss Déby Itno, président du Tchad, a provoqué un choc sans précédent dans cette partie du continent. Mais il contraint aujourd'hui la communauté internationale dans son ensemble à prendre la juste mesure des menaces qui pèsent depuis des années sur l'immense zone du Sahel-Sahara, sur l'Afrique de l'Ouest, sur l'Afrique centrale et même sur la Corne de l'Afrique en raison du désordre général provoqué par l'assassinat, sur ordre des Occidentaux, du guide libyen Mouammar Kadhafi, il y a tout juste dix ans, le 20 octobre 2011.

Ces menaces, les observateurs de la scène africaine n'ont pas cessé de les dénoncer preuves à l'appui en soulignant le fait qu'elles réveillaient les mauvais démons de l'ethnicisme, de la guerre des religions, des trafics d'êtres humains, des mafias vouées à la vente des stupéfiants,

mais elles n'ont été réellement prises en compte ni par les Nations unies, ni par les grandes puissances. Avec cette conséquence aussi dramatique que prévisible de la déstabilisation d'une zone géographique stratégique, déstabilisation que ni la force Barkhane ni la coalition du G5 Sahel n'ont été capables de combattre efficacement quoi que prétendent leurs dirigeants.

D'où la question qui se pose aujourd'hui à l'Afrique concernant la sécurité de ses territoires, la prévention et la gestion des crises, la coordination des politiques de défense des Etats, l'appui que peuvent apporter les puissances extérieures qui investissent ou sont prêtes à investir massivement sur le continent le plus prometteur de la planète en raison des immenses ressources naturelles qu'il détient. Une question qui se pose de façon d'autant plus forte que les tensions ne cessent de croître dans plusieurs zones parmi

lesquelles figurent en bonne place la Centrafrique, la République démocratique du Congo, le Soudan et l'Éthiopie, le Tchad comme on vient de le voir de façon dramatique, le Sahel, le golfe de Guinée dans lequel prolifère désormais la piraterie.

Sécuriser l'Afrique oui, mais comment ? A cette question, dont la réponse commande l'avenir du continent tout entier et pas seulement celui de la zone du Sahel-Sahara, seule une réflexion collective permettra de répondre. Avec, bien sûr, un sommet direct ou virtuel qui permettra aux dirigeants du continent d'échanger sur cette question vitale, mais aussi et plus encore avec la mise en place d'une organisation capable de traduire en actes les idées et les projets des Etats concernant la sécurisation du continent.

Quitte à passer pour de doux rêveurs, disons que le Congo est très bien placé aujourd'hui pour mener

à bien un tel projet. La stabilité de sa gouvernance interne étant assurée pour les cinq années à venir, son président Denis Sassou N'Gouesso étant reconnu par ses pairs comme un homme d'Etat décidé à fonder l'avenir du continent sur des bases plus solides, sa capitale Brazzaville s'étant dotée à Kintélé des infrastructures nécessaires pour accueillir une telle conférence, toutes les conditions sont effectivement réunies. Tout y compris la relance de la revue d'idées Géopolitique Africaine dont la parution a été interrompue il y a quelques mois, mais qui accompagnerait efficacement sur le plan intellectuel la concrétisation de cet acte diplomatique essentiel pour l'avenir du continent.

Du rêve, de l'illusion que tout cela ? Non, du simple bon sens dans le temps très particulier que nous vivons.

**Jean-Paul Pigasse**